

limitation conclus avec des pays fournisseurs de textiles et de vêtements à faible coût de revient et ce, durant une période d'ajustement. À la fin de l'année, certaines de ces négociations étaient terminées alors que d'autres se poursuivaient.

Dans le même domaine, les représentants canadiens ont participé aux négociations visant à proroger l'Arrangement concernant le commerce international des textiles (Arrangement multifibres ou AMF). L'heureuse conclusion de ces négociations, en décembre, a donné un protocole prorogeant l'arrangement pour une nouvelle période de quatre ans et sept mois. L'AMF fournit le cadre de la commercialisation ordonnée des produits dans ces secteurs sensibles du marché international. Ses signataires se partagent bien au delà des quatre cinquièmes du commerce mondial des textiles et des vêtements. Vers la fin de l'année, à la suite de la publication d'un rapport du Tribunal anti-dumping, le gouvernement a également imposé un contingentement global sur les importations de chaussures autres qu'en cuir; applicable pour une période de trois ans, ce contingentement remplace celui qui avait expiré. Au préalable, le Canada a finalisé ses discussions avec la Communauté européenne concernant l'effet du contingentement applicable aux chaussures en cuir sur les exportations de la CE au Canada, et convenu d'un certain nombre de concessions tarifaires provisoires relatives à des produits dont l'exportation intéresse la CE.

Energie

Malgré la guerre irano-irakienne, le marché pétrolier a connu à nouveau une stabilité relative en 1981 après les majorations massives des coûts en 1979 et 1980 et les perturbations causées par la révolution iranienne dans les approvisionnements. Cette amélioration qui s'explique, en partie, par une chute sensible de la demande résultant, à la fois, du renchérissement des coûts et des politiques gouvernementales, et par l'accroissement de la production de divers pays pétroliers, dont l'Arabie saoudite, n'a pas empêché l'énergie de rester un sujet de préoccupation majeur sur le plan international et national. Personne ne sous-estime, en effet, les conséquences qu'auraient d'éventuelles perturbations des approvisionnements pétroliers, et la nécessité de réduire une dépendance générale à l'égard du pétrole.

En 1981, les pays industrialisés ont continué d'unir leurs efforts en vue de réduire la demande pétrolière, de trouver de nouvelles sources d'énergie et d'accroître les échanges énergétiques. L'énergie a été un point important, bien que non prioritaire, à l'ordre du jour du Sommet économique d'Ottawa. Le Canada et d'autres pays industrialisés ont participé activement à l'examen des questions d'énergie au sein de l'Agence internationale de l'énergie et d'autres instances multilatérales. Il a également pris des mesures pour renforcer ses relations avec plusieurs grands pays pétroliers grâce, notamment, à un certain nombre de visites de haut niveau et à des programmes d'échange d'informations. Lors de ses visites en Algérie, au Nigeria et en Arabie saoudite, le premier ministre a discuté des approvisionnements énergétiques; des ministres se sont rendus à